

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2024-DCPPAT/BE-066 en date du 21 mars 2024**

portant autorisation de pénétrer sur des propriétés publiques et privées pour effectuer une étude d'aménagement de la RD 347 sur la commune de Saint Martin-la-Pallu entre les lieux-dits "Noiron" et "Etables".

**Le préfet de la Vienne,**

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi du 22 juillet 1889 modifiée sur la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs ;

Vu la loi du 29 décembre 1892, modifiée, sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

Vu la loi n° 374 du 6 juillet 1943, modifiée, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu le décret du 15 février 2022 du Président de la République portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-SG-DCPPAT-005 en date du 4 mars 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-DCPPAT/BE-196 en date du 17 octobre 2018 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour effectuer des études préalables à l'aménagement d'un créneau de dépassement à 2x2 voies sur la RD 347 sur la commune de Saint Martin la Pallu entre les lieux-dits «Noiron» et «Etables» ;

Vu la demande du Conseil Départemental de la Vienne du 6 mars 2024 reçue le 11 mars 2024 ;

Vu le plan de situation annexé ;

Considérant que l'autorisation de pénétrer sur les propriétés privées est sollicitée dans le but d'effectuer des levés topographiques, des études géotechniques, des diagnostics archéologiques et des études environnementales pour poursuivre une étude d'aménagement de la RD 347 sur la commune de Saint Martin-la-Pallu entre les lieux-dits "Noiron" et "Etables" ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les agents du Conseil Départemental de la Vienne ou les agents des entreprises auxquelles cette collectivité aura délégué ses droits, pourront pénétrer sur des propriétés publiques et privées sur les communes de Saint-Martin-la-Pallu, Champigny en Rochereau et Amberre pour effectuer une étude

d'aménagement de la RD 347 sur la commune de Saint Martin-la-Pallu entre les lieux-dits "Noiron" et "Étables".

Les études consisteront en des levés topographiques, des études géotechniques, des diagnostics archéologiques et des études environnementales où il sera nécessaire de procéder à la réalisation de fouilles, sondages, coupures et nivellement, et à l'implantation de balises, jalons, piquets ou repères.

**Article 2 :**

L'autorisation prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, s'applique au périmètre de la zone d'étude définie sur le territoire des communes de Saint-Martin-la-Pallu, Champigny en Rochereau et Amberre visées dans le plan annexé au présent arrêté.

**Article 3 :**

Les agents du Conseil Départemental de la Vienne ou les agents des entreprises auxquelles la collectivité aura délégué ses droits, ne sont pas autorisés à pénétrer à l'intérieur des maisons d'habitations. Ils ne pourront s'introduire dans les propriétés closes que cinq (5) jours après notification individuelle du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété.

A défaut de gardien connu dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite à la mairie. Ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, les dits agents ou particuliers pourront entrer avec l'assistance du juge du tribunal d'instance.

**Article 4 :**

Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornements, de haute futaie ou causé aucun dommage aux cultures, avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur, ou à défaut de cet accord, qu'il n'ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour une évaluation des dommages.

**Article 5 :**

Les travaux de sondages seront exécutés à l'aide d'engins mécaniques et conduits de manière à ne causer aucun dommage aux cultures. Les déblais extraits de fouilles seront remis en place par couches et la terre végétale sera régalée avec soin.

A la fin des opérations faisant l'objet du présent arrêté, les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par le personnel chargé des études et travaux seront à la charge du Conseil Départemental de la Vienne, et à défaut d'accord amiable entre le propriétaire et le Conseil Départemental, par le tribunal administratif de Poitiers, dans les formes indiquées par la loi du 22 juillet 1889.

**Article 6 :**

Les maires des communes de Saint-Martin-la-Pallu, Champigny en Rochereau et Amberre assureront pour chacun en ce qui les concerne la surveillance des éléments de signalisation dont la liste et les emplacements leur auront été notifiés par le Conseil Départemental de la Vienne.

**Article 7 :**

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donneront lieu à l'application des dispositions de l'article 322-2 du nouveau code pénal et de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1943.

**Article 8 :**

Une copie du présent arrêté sera affichée par les maires de Saint-Martin-la-Pallu, Champigny en Rochereau et Amberre en leur propre mairie et aux autres emplacements réservés à l'affichage des communications officielles de leur commune. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat d'affichage établi par chacun des maires de Saint-Martin-la-Pallu, Champigny en Rochereau et Amberre et adressé à la préfecture de la Vienne (Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – Bureau de l'Environnement).

Pendant la durée des travaux, copie de l'arrêté sera tenu à la disposition des propriétaires concernés en mairie de Saint-Martin-la-Pallu, Champigny en Rochereau et Amberre aux jours et heures habituels d'ouverture de chacune des mairies.

L'autorisation de pénétrer dans les propriétés non closes ne sera valable qu'à l'expiration d'un délai de dix (10) jours après l'affichage en mairie.

Les agents du Conseil Départemental de la Vienne ou les agents des entreprises auxquelles la collectivité aura délégué ses droits, seront munis d'une copie du présent arrêté, qui devra être présentée à toute réquisition.

**Article 9 :**

Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six (6) mois après sa signature et n'est valable que pendant une période de cinq (5) ans maximum à dater de sa signature.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

**Article 10 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux, hiérarchique ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

**Article 11 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du Conseil Départemental de la Vienne, le commandant du groupement de gendarmerie de la Vienne et les maires de Saint-Martin-la-Pallu, Champigny en Rochereau et Amberre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

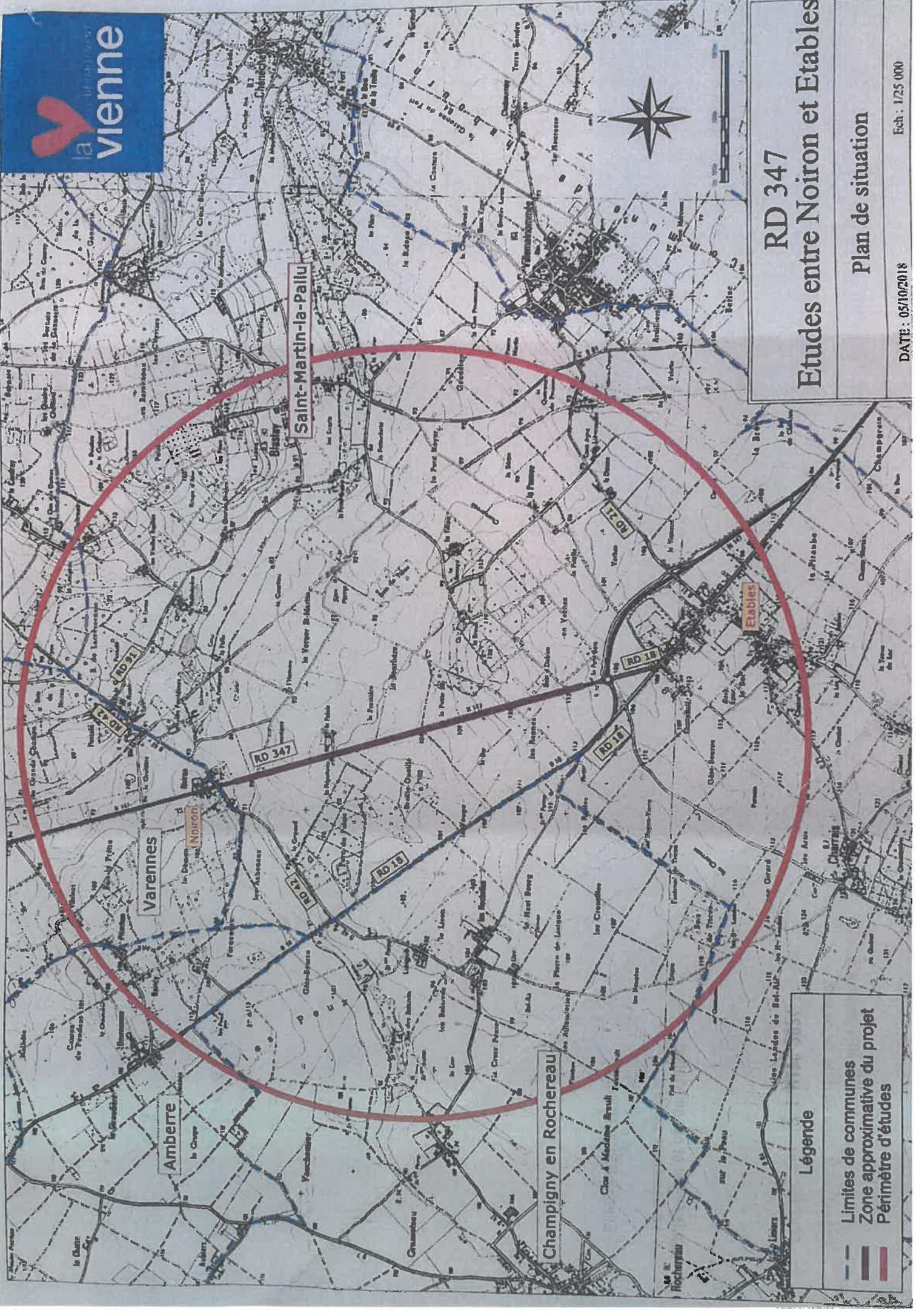
Fait à Poitiers, le 21 mars 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la Préfecture  
de la Vienne,



Etienne BRUN-ROVET





**RD 347**  
**Etudes entre Noiron et Etables**  
 Plan de situation  
 DATE : 05/10/2018  
 Ech : 1/25 000

**Légende**

-  Limites de communes
-  Zone approximative du projet
-  Périmètre d'études

Vu pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,

POITIERS, le **21 MARS 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,



Etienne BRUN-ROVET